

III / Asie, Amérique latine, Afrique

*Agnès Chevallier, Françoise Lemoine, Jérôme Sgard**

Les pays dont l'économie est la plus engagée dans le commerce avec les États-Unis – Mexique, Taiwan, Singapour – ont connu une récession en 2001, suivie d'un rebond en 2002. En Inde comme en Chine, les vastes marchés intérieurs et la faible ouverture financière isolent l'économie des perturbations mondiales. L'Amérique latine reste sous le coup du drame argentin. Le défaut de ce pays n'a pas produit d'effet de contagion financière. Mais l'incapacité des dirigeants à trouver une issue à la crise comme les tensions des marchés financiers à l'approche des élections brésiliennes retentissent sur toute la région. L'Afrique, marginalisée, est relativement abritée de la conjoncture mondiale. Un nouveau partenariat pour le développement lancé par les dirigeants africains veut s'attaquer aux conditions politiques aussi bien qu'économiques du développement.

Asie : rebond attendu en 2002-2003

La plupart des économies émergentes d'Asie ont subi en 2001 les effets du ralentissement mondial, qui a coïncidé avec le point bas du cycle électronique. Un rebond s'est amorcé depuis le début 2002 qui devrait assurer à l'ensemble de la zone asiatique une croissance nettement plus soutenue qu'en 2001 (4,8 % contre 3,7 %), sans cependant atteindre le niveau record de 2000 (7 %).

* Agnès Chevallier (Afrique), Françoise Lemoine (Asie) et Jérôme Sgard (Amérique latine) sont économistes seniors au CEPII.

Cette amélioration s'appuie à la fois sur des facteurs externes et internes. La reprise de la croissance depuis la fin de l'année 2001 aux États-Unis (qui reçoivent un quart des exportations de la zone) devrait être relayée par l'accélération de la croissance en Europe (un sixième des exportations de la zone) et par le retournement attendu du cycle électronique. Le rebond provoqué par l'augmentation de la demande mondiale sera amplifié par la poursuite des politiques macroéconomiques accommodantes mises en place depuis 2001 pour stimuler la demande intérieure. Dans la plupart des pays, le faible niveau de l'inflation et les excédents de balances courantes permettront la poursuite d'une politique monétaire favorable à la croissance. En 2003, si l'amélioration de l'environnement international se confirme, la croissance économique de la zone devrait encore s'accroître et se situer autour de 6 %.

Inde et Chine : difficultés internes

L'Inde et la Chine sont moins affectées par la conjoncture internationale. Leurs économies sont moins ouvertes sur l'extérieur à la fois sur les plans commercial et financier, leurs exportations moins spécialisées dans l'électronique, et leur vaste marché intérieur leur permet d'amortir les chocs.

Sur la période 1996-2001, la croissance indienne, en moyenne, dépasse celle des économies du « miracle » asiatique (NPI des première et deuxième générations). En 2001, la croissance économique en Inde s'est redressée (5,4 % contre 4 % en 2000), grâce aux excellents résultats de l'agriculture (+ 5,7 %) qui ont compensé les effets du ralentissement de la production industrielle (3 %) et des exportations (- 1 %). À noter toutefois que les exportations de services informatiques, qui représentent désormais environ 15 % des exportations indiennes totales, ont été peu affectées par le cycle électronique : elles ont continué à progresser en 2001 (+ 20 %). En 2002, la croissance économique indienne devrait bénéficier d'une reprise des exportations pour atteindre 6 %. Mais les principaux freins à une croissance plus soutenue se situent dans l'économie interne. L'ampleur du déficit budgétaire (10 % du PIB) et de la dette publique (75 % du PIB) contribue à maintenir des taux d'intérêt élevés qui découragent l'investissement privé. Les effets dynami-

sants des mesures de libéralisation économique prises au début des années quatre-vingt-dix s'essoufflent et les réformes progressent lentement (privatisations, réforme du secteur énergétique), en raison des résistances sociales et de l'affaiblissement de la coalition au pouvoir. L'ouverture progressive de nouveaux secteurs aux investissements étrangers se traduit néanmoins par des flux réguliers de l'ordre de 5,5 milliards de dollars par an (investissements directs et de portefeuille).

En *Chine*, la croissance s'est maintenue en 2001 autour de 7 % selon les statistiques officielles, dont on sait qu'elles surestiment systématiquement la croissance chinoise d'environ deux points.

Pour la cinquième année consécutive, le gouvernement a reconduit une politique budgétaire expansionniste autorisée par un déficit budgétaire (3,5 % du PIB) et une dette publique (25 % du PIB) qui restent encore modérés. Elle vise à soutenir la consommation des ménages et les investissements publics dans les infrastructures. La stagnation des revenus de la population rurale, la montée du chômage et de la précarité dans les villes (liée à la rationalisation des entreprises industrielles) freinent en effet la consommation des ménages. L'investissement est ralenti par l'existence de surcapacités dans de nombreux secteurs et par le mauvais fonctionnement du système bancaire.

Les banques d'État sont encore surchargées de créances douteuses malgré la restructuration opérée en 1999. Responsables de leurs profits et pertes depuis 1994 seulement, elles sont d'autant plus réticentes à prêter qu'elles sont mal outillées pour apprécier les risques, faute de compétences et de tradition dans ce domaine, et faute de comptabilité fiable des entreprises. Cette aversion au risque s'exerce en particulier au détriment du secteur privé.

Les performances extérieures sont plus solides en dépit de la baisse du commerce mondial en 2001. Les exportations chinoises (+ 6,8 % contre + 27,8 % en 2000) ont continué à élargir leurs parts de marché par rapport à celles des autres économies asiatiques. Au cours du premier trimestre 2002, leur reprise (10 %) a confirmé le rôle moteur des entreprises étrangères implantées en Chine qui réalisent désormais plus de la moitié des exportations chinoises.

Lors du 16^e Congrès du Parti en novembre 2002, et de la session de l'Assemblée nationale au printemps 2003, une nouvelle généra-

tion de dirigeants va être désignée à la tête du Parti et de l'État. Elle aura la tâche d'achever les grands chantiers de réformes (des entreprises d'État, du système financier, du système de sécurité sociale), tout en maîtrisant les tensions sociales qu'elles font naître.

L'Asie de l'Est et du Sud-Est vulnérable

En Asie de l'Est et du Sud-Est, les économies très ouvertes et fortement dépendantes du marché électronique ont été les plus touchées par le ralentissement mondial. Si les exportations de l'ensemble de la zone ont reculé en valeur de 6,8 % en moyenne, la chute a été beaucoup plus forte dans des pays comme Taiwan (- 17 %), la Corée du Sud (- 14 %), les Philippines (- 16 %) et Singapour (- 12 %).

Taiwan, où le secteur électronique réalise 9 % du PIB et plus de 40 % des exportations, a connu sa pire récession depuis trente ans (- 2,6 %). Singapour (où l'électronique fait 10 % du PIB et 63 % des exportations) a connu une récession analogue. La Malaisie (où les chiffres correspondants sont de 9 % et 44 %) a connu une stagnation.

Dans la plupart des pays affectés par la crise financière de 1997-1998, l'assainissement du système bancaire a progressé. Font exception les Philippines, ainsi que Taiwan qui enregistre une montée rapide de prêts non performants du fait de la récession. Les stocks de créances douteuses ont baissé dans la plupart des pays, mais la restructuration des dettes est inégalement avancée. Dans l'ensemble, le ralentissement de la croissance en 2001 n'a pas provoqué une recrudescence de faillites, mais la santé financière des entreprises ne s'est guère améliorée.

L'entrée de la Chine à l'OMC en décembre 2001 renforce l'attrait de son marché à la fois pour les exportateurs et les investisseurs étrangers. Cela va accentuer les interdépendances économiques au sein du monde chinois, dont les trois entités sont désormais membres de l'OMC. Hong Kong, qui est à la recherche d'un nouveau souffle depuis la crise asiatique, tente de trouver dans une intégration accrue à l'économie continentale les moyens de sortir de la déflation. À Taiwan, qui est entrée à l'OMC en janvier 2002, la dégradation de la situation économique en 2001 a encore accéléré les délocalisations des productions électroniques vers la Chine. Elles concernent des productions de plus en plus sophistiquées. Ces

transferts de capacités de production avivent à Taiwan la crainte d'une perte de substance des industries nationales et d'une montée en gamme rapide de la concurrence chinoise qui, dans les secteurs de haute technologie, repose quasi exclusivement sur la production des filiales d'entreprises délocalisées.

Les pays d'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Philippines, Malaisie) risquent de pâtir de la recrudescence des investissements étrangers en Chine et de la montée des capacités d'exportation qu'ils créent. Mais le projet de zone de libre-échange entre la Chine et l'ASEAN devrait faciliter l'accès de ces pays au marché chinois et prévenir les risques de marginalisation de ces économies. Enfin, la concurrence avec l'Inde pourrait se trouver accentuée par la libéralisation du commerce textile qui devrait accroître la part de marché de la Chine.

L'évolution de la situation économique de la plupart des pays asiatiques souligne leur sensibilité aux chocs externes qui met leur croissance à la merci des cycles mondiaux. Ainsi le scénario d'une reprise économique durable dans la zone pourrait être remis en question si la reprise américaine était de trop courte durée ou si la croissance mondiale s'accompagnait de la poursuite de la hausse des prix du pétrole au cours de l'année 2002. La reprise exigerait aussi que le redémarrage de l'investissement prenne le relais de la consommation comme moteur de la croissance. Or l'utilisation encore faible des capacités de production et la situation financière fragile des entreprises pèsent sur la formation de capital. Les taux d'investissement dans tous les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont nettement chuté par rapport à leur niveau d'avant la crise de 1997-1998. Ils restent cependant encore relativement élevés (supérieurs à 25 % en 2001) dans certains pays (Singapour, Malaisie, Corée du Sud, Hong Kong).

Amérique latine : après le drame argentin

Argentine : le désastre

L'événement principal en Amérique latine, en 2001 et 2002, a été sans conteste l'effondrement de l'Argentine même s'il n'a pas produit d'effet de contagion dangereux pour la région. Cette crise était en effet largement anticipée, ses principales composantes étant clairement perceptibles depuis le choc de compétitivité provoqué par la

dévaluation du real brésilien, en janvier 1999. Depuis cette date, l'Argentine a connu une récession ininterrompue. Les gouvernements successifs qui refusaient d'envisager une sortie du *currency board* ont dû s'engager dans des accords de plus en plus restrictifs avec le FMI. Mais, en 2001, la dégradation s'est nettement accélérée : le pays a été exclu des marchés de capitaux privés en mars ; à partir d'août, on a vu se multiplier des monnaies parallèles et, en fin d'année, les banques ont été soumises à une ruée généralisée des déposants, interrompue seulement par le gel des dépôts et un contrôle sévère sur les sorties de capitaux. La conséquence la plus spectaculaire a été la succession de manifestations populaires qui ont entraîné la chute de deux présidents de la République (décembre et janvier).

Au plan économique, la paralysie très large des échanges intérieurs et extérieurs a soumis les entreprises à des contraintes de fonctionnement extrêmes. Le paiement des transactions privées, le règlement des opérations de commerce extérieur, le service des dettes privées, les achats immobiliers sont devenus des opérations longues et incertaines, qui ont amplifié la récession. Ceci explique que le défaut déclaré en décembre sur la dette publique (140 milliards de dollars), puis la sortie du *currency board* et le flottement du peso, en janvier et février 2002, n'ont pas apporté un soulagement tangible à l'économie. Au premier trimestre 2002, on a observé une forte correction des comptes extérieurs, qui laisse envisager un large surplus courant sur l'année (7 % du PIB). Mais ceci répond moins à une reprise des exportations (+ 5,4 % en glissement annuel) qu'à la chute des importations (- 58 %), qui accompagne la contraction de la demande interne : la consommation est en baisse de 20,9 % et l'investissement de 46 %.

Marquée par cet effondrement brutal, l'année 2002 a aussi montré l'incapacité des autorités argentines à définir une stratégie viable pour restaurer à la fois le système bancaire, des institutions monétaires crédibles et un minimum de croissance. Ici, l'enjeu central reste l'avenir du peso : la difficulté à « dégeler » les dépôts renvoie à l'insolvabilité très large du système bancaire, mais plus encore à la défiance complète envers la monnaie nationale. Dès qu'on leur rend accès à une partie de leurs avoirs liquides, les agents les changent contre des dollars, ce qui entraîne un fléchissement presque

immédiat du marché. Le risque est donc qu'une réouverture du système bancaire précipite un effondrement complet du taux de change en quelques semaines : ceci impliquerait une explosion des prix en monnaie nationale et, sans doute, une dollarisation spontanée de l'économie. Aussi, face aux risques encourus et au coût social d'une telle issue, les autorités pourraient être conduites à changer de cap au cours de l'année 2002 : après avoir tenté dans un premier temps de renforcer la monnaie nationale, par des mesures de « pesification » obligatoire des bilans financiers et des contrats commerciaux, elles prendraient finalement un cap inverse en décidant une dollarisation volontaire, à défaut de toute autre solution viable.

Le pays ne serait pas sorti pour autant de la crise : son infrastructure financière et monétaire restera longtemps très faible. Vraisemblablement, à moyen terme, on observera une désintermédiation massive ajoutée à un système de paiements à deux niveaux avec, d'un côté, le dollar et, de l'autre, les monnaies parallèles émises par les autorités publiques régionales qui ont continué de s'étendre. Dans un tel contexte, la reprise économique serait évidemment très lente et le pays aurait bien du mal à échapper à un scénario de stagnation et d'appauvrissement.

Brésil : les marchés et la politique

La seconde source principale d'inquiétude concerne le Brésil. Ici, le problème ne vient pas des fondamentaux. Certes, comme beaucoup de régions du monde, ce pays a connu un net ralentissement de la croissance en 2001 (1,5 % contre 4,4 % en 2000). Mais s'il présente des vulnérabilités importantes, celles-ci ne se sont pas accrues au cours de l'année. L'inflation est basse (7,5 % début 2002), le déficit courant reste élevé mais se réduit légèrement (il s'établirait à 4-4,5 % du PIB en 2002), enfin le déficit budgétaire, lui aussi important (5,3 % en 2001), est suivi comme le lait sur le feu par les autorités : deux plans de correction ont été décidés au premier semestre 2002 pour maintenir l'objectif d'excédent primaire fixé avec le FMI (3,5 %).

Les inquiétudes proviennent avant tout de l'évolution des marchés de capitaux dans les mois précédant les élections présidentielles d'octobre 2002. Comme en 1998, l'avance prise dans les sondages par le candidat de gauche Luiz Inacio « Lula » da Silva a

eu un impact direct sur la prime de risque brésilienne et sur le marché des changes. Dès le mois de juin, la première avait dépassé 1 500 points de base tandis que le real se dépréciait de près de 14 % au premier semestre. Dans ces conditions, une première menace est la reprise de l'inflation, qui mettrait en question la crédibilité acquise par la banque centrale dans la conduite de sa politique de ciblage de l'inflation adoptée au lendemain de la dévaluation de janvier 1999. Plus grave serait l'impact budgétaire d'un glissement important du change et d'une longue période de taux d'intérêt élevés. Une grande partie de la dette publique (qui se trouve au total à 58 % du PIB) étant soit libellée à court terme, soit ancrée sur le dollar, une situation de crise qui se prolongerait pendant plusieurs mois pourrait nourrir une dérive rapide du solde budgétaire et de l'endettement public. Les marges de manœuvre du nouveau gouvernement seraient alors sévèrement limitées. Surtout, à plus court terme, l'État pourrait être confronté à une crise de liquidité (sans que sa solvabilité soit mise en question) : les marchés refuseraient de renouveler un stock de dettes à vitesse de refinancement élevée, provoquant une crise à caractère autoréalisateur, comparable à celle qui a précipité l'attaque de change de janvier 1999. Dans le pire des cas, les autorités pourraient être contraintes d'imposer un gel de la dette publique à court terme, suivi d'un échange autoritaire contre des titres à moyen terme. Cela aurait un impact très négatif sur le système financier et sur l'accès futur aux marchés internationaux.

Cette inquiétude d'ordre politique est-elle justifiée ? D'un côté, il ne fait guère de doute que les déclarations de « Lula » ont beaucoup varié dans le temps ou selon les auditoires, ce qui peut légitimement inquiéter. Pour autant, ce candidat ne défend pas une stratégie de rupture par rapport aux réformes libérales adoptées depuis 1994, et on ne saurait écarter d'emblée les principales revendications dont il est porteur : réformes sociales et réduction des inégalités. Le risque est surtout qu'en cas d'élection sa capacité à mettre en œuvre son programme soit mise en question *a priori* par un contexte financier et monétaire chaotique. Les risques de dérapage ou de radicalisation seraient considérablement accrus. Au plan international, on pourrait alors voir se ranimer les polémiques sur les contraintes que l'intégration financière internationale impose à l'expression des choix démocratiques. Alors que dans plusieurs pays voisins (Venezuela,

Pérou) le soutien aux réformes montre des signes de faiblesse manifestes, cela pourrait aussi peser sur l'évolution future de la région.

Fragilités structurelles

Au-delà des cas particuliers de l'Argentine et du Brésil, les économies latino-américaines montrent depuis 2001 de nombreux traits communs : ralentissement de la croissance, puis tendance à la reprise au début de 2002, à la suite des pays du G7 et notamment des États-Unis ; absence de tension sur les prix ; déficits courants à des niveaux raisonnables, autour de 2-3 % du PIB ; positions budgétaires généralement en bon ordre. En outre, la conjoncture sur les marchés de capitaux a été relativement favorable : les flux de capitaux totaux restent stables (13 milliards de dollars par trimestre pour l'ensemble de la région, depuis le début de 2000), et les primes de risque n'ont pas été affectées par la crise en Argentine. On a seulement observé, avec le ralentissement conjoncturel, une substitution partielle des émetteurs privés par les émetteurs souverains. En février 2002, le Pérou, par exemple, est entré sur le marché obligataire international pour la première fois depuis 1928.

Cette description d'ensemble s'applique en particulier au Mexique qui, parmi les principaux pays latino-américains, présente actuellement le profil macroéconomique le plus solide. Ce pays a certes connu une légère récession en 2001, sous l'effet du ralentissement américain, mais il présente néanmoins un déficit courant limité (2,9 % du PIB), qui est couvert à hauteur de 2 points de PIB par les investissements directs. Ceci s'ajoute à un budget quasi équilibré, une dette publique peu importante (23 % du PIB), une inflation basse (4,4 %) et un change raisonnablement stable. Ce pays présente cependant aussi toutes les contraintes structurelles qui, traditionnellement, limitent le potentiel de croissance de la région, comme sa capacité à faire face à des chocs exogènes. D'abord, le secteur exportateur (hors *maquiladoras* et pétrole) n'est pas très dynamique, ce qui témoigne des problèmes latents d'insertion internationale observés dans l'ensemble du continent. L'ajustement des soldes courants tend alors à se réaliser par une compression plus ou moins brutale de la demande interne et des importations, et non par une capacité à gagner régulièrement des

parts de marché internationales. Cela est particulièrement net dans le cas de l'Argentine et du Brésil ; mais, si l'on prend en compte les problèmes de volatilité des prix à l'exportation, on voit ressortir dans d'autres pays (Bolivie, Chili, Venezuela, Équateur) une même vulnérabilité face aux cycles du commerce international comme aux embardées des marchés de capitaux.

Deuxième problème récurrent, les taux d'épargne restent faibles, à 18 % du PIB en moyenne, contre 34 % en Asie de l'Est (2000). Ce trait, qui implique en moyenne période une accumulation du capital moindre, renvoie à de multiples facteurs économiques et institutionnels. Parmi les plus importants se trouve toujours l'effet retardé des énormes prélèvements inflationnistes subis dans de nombreux pays, au cours des années quatre-vingt. De même, si les systèmes bancaires ont fait des progrès non négligeables au cours des années quatre-vingt-dix (Brésil, Chili, Colombie), leur capacité à drainer l'épargne et à assurer une intermédiation efficace reste souvent limitée. Aussi la règle générale est encore un rationnement à grande échelle des entreprises, notamment des PME, qui tend à limiter leurs capacités de développement à leurs seules capacités d'autofinancement.

Enfin, les pays latino-américains restent marqués par une distribution extrêmement inégale des revenus et de la richesse. L'indice de Gini des inégalités de revenu s'établit en moyenne à 51 en Amérique latine, contre 41 en Asie de l'Est et aux États-Unis, et 30 en France. Or les périodes de croissance observées en Amérique latine au cours des années quatre-vingt-dix n'ont guère vu de progrès sur ce plan. Au Brésil, par exemple, la fin de la haute inflation a certes bénéficié avant tout aux classes les plus pauvres, mais depuis les progrès ont été limités. Structurellement, la principale conséquence est de durcir les choix collectifs sur l'allocation du revenu national. De manière classique, une forte polarisation sociale peut ainsi peser sur la politique économique. Mais, au-delà, toutes les décisions collectives confrontent les gouvernements à des dilemmes difficiles. Faut-il, en un mot, donner la priorité à des politiques structurelles (santé, éducation, développement rural, etc.) destinées à réduire les inégalités, ou bien doit-on d'abord soutenir les entreprises et simplement accompagner la croissance sans envisager de prélèvements fiscaux supplémentaires ?

Alors que le désastre argentin renvoie en bonne mesure à des spécificités locales, la conjoncture en demi-teinte que connaît

l'Amérique latine depuis le début de 2001 laisse ainsi ressortir des fragilités d'ordre structurel, qui n'ont été que très partiellement résorbées au cours de la dernière décennie. Certes, la gestion macroéconomique de la plupart des pays a fait des progrès importants, mais elle s'inscrit toujours dans des contraintes étroites, héritées souvent d'une histoire ancienne. Celles-ci pèsent sur la croissance potentielle, sur la capacité des économies à résister aux chocs exogènes – y compris les élections –, mais aussi sur les équilibres sociaux nécessaires pour légitimer les réformes économiques.

TABLEAU I – AMÉRIQUE LATINE, PRINCIPAUX INDICATEURS

	<i>Croissance du PIB (en %)</i>		<i>Solde courant (en % du PIB)</i>		<i>Déficit public (en % du PIB)</i>	
	2001	2002 (p)	2001	2002 (p)	2001	2002 (p)
Argentine	-4,5	-15	-1,6	7,0	-3,3	-1,1
Brésil	1,5	2	-4,6	-4,1	-5,3	-5,1
Chili	2,8	3	-1,4	-0,8	-0,3	-0,5
Mexique	-0,3	1,9	-2,9	-2,6	-0,7	-0,7
Venezuela	2,7	-3,5	3,5	2,4	-4,0	-5,5

Source : Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), FMI.

Afrique : conditions internes du développement

En dépit du ralentissement mondial, la croissance économique de l'Afrique a connu une légère accélération en 2001 (3,7 % contre 3 % en 2000). Les exportations étant généralement peu diversifiées, les économies sont fortement affectées par l'évolution des cours des produits de base. Mais, les fluctuations de la demande mondiale modifient dans le même sens les cours des produits pétroliers et non pétroliers. De nombreux pays, pénalisés par la baisse des seconds en 2001 (-9 %), ont, au contraire, en tant qu'importateurs nets, bénéficié de celle des premiers. Dans leur rapport conjoint sur l'Afrique, l'OCDE et la Banque africaine de développement notent d'ailleurs que, depuis 1997, la croissance de l'Afrique oscille autour de 3,2 % et n'a été en moyenne que peu affectée par les évolutions cycliques de l'environnement international. Le continent est en effet marginalisé dans les échanges mondiaux comme dans les flux de capitaux. Les conditions politiques internes sont un facteur essentiel de la différenciation des pays et des régions du continent.

L'Afrique centrale et l'Afrique australe subissent les conséquences extrêmement lourdes des conflits armés ou de la forte instabilité politique (République démocratique du Congo, Angola, Zimbabwe). L'Afrique australe est aussi la plus touchée par les conséquences de la pandémie du SIDA. L'espérance de vie y a chuté de six ans ; elle est aujourd'hui inférieure à 40 ans au Botswana et au Mozambique. Les statistiques d'ONUSIDA estiment à 25,3 millions le nombre de personnes séropositives en Afrique ; la maladie aurait déjà causé 17 millions de morts. Différents travaux ont tenté de chiffrer l'impact économique de ce désastre. Sur les années 2000, la croissance annuelle du PIB pourrait être ralentie de 0,3 à 0,4 point en Afrique du Sud ; la Banque mondiale estime que cet impact annuel pourrait être, en moyenne sur les années 2000-2015, de 1,5 point en Namibie et de 2,5 points au Botswana. Le recul de l'épidémie en Ouganda, obtenu grâce une stratégie globale non cantonnée au seul secteur de la santé, constitue un espoir et un exemple pour les pays voisins comme pour les organisations internationales impliquées.

En juillet 2001, un « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » a été lancé par plusieurs dirigeants politiques du continent (notamment les présidents Mbeki d'Afrique du Sud et Wade du Sénégal) et entériné par le sommet du G8 à Gênes. Trois options fondamentales ont été présentées : la bonne gouvernance (contrôlée mutuellement de façon périodique), l'approche régionale (l'Afrique est divisée en cinq grandes régions) et le recours au secteur privé. Les prochains mois indiqueront si cette démarche nouvelle parvient à se concrétiser et si elle est à même d'améliorer les conditions politiques et économiques du développement.

Bibliographie

- ASIAN DEVELOPMENT BANK, (2002) *Asian Development Outlook*, (www.adb.org).
- OCDE et BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, (2002) *Perspectives économiques en Afrique*.
- LAURENT P., MIOTTI L. et QUENAN C., (2002) « Terminal do Brazil », *Flash Marchés émergents*, n° 2002-10, CDC-IXIX, juin.
- SGARD J., (2002) « Le peso argentin peut-il résister à la concurrence du dollar ? », *La Lettre du CEPII*, n° 209, février (www.cepii.fr).